



banlieue sud de Beyrouth, mardi. PHOTO AMR ABDALLAH DALSH REUTERS

«Pour Israël, le front principal ne serait plus Gaza»

Selon le chercheur David Rigoulet-Roze, l'Etat hébreu s'est engagé «dans un conflit multifronts» qui pourrait s'intensifier avec l'Iran, l'Irak ou les rebelles yéménites houthis et embraser toute la région.

Après avoir quasiment rasé la bande de Gaza, Israël s'est engagé, avec sa campagne militaire aérienne au Liban, dans «un conflit de haute intensité» presque «existentiel», estime David Rigoulet-Roze, chercheur associé à l'Institut de relations internationales et stratégiques et rédacteur en chef de la revue *Orients stratégiques*.

Le processus de guerre d'Israël contre le Hezbollah est-il enclenché?

On se demandait si l'explosion des bipeurs et des tal-

kies-walkies de membres du Hezbollah, la semaine dernière, était une opération de déstabilisation de son système de communication en prélude d'une attaque majeure. Il semblerait que cela soit le cas. Ainsi que la décapitation du commandement de la force d'élite Radwan qui a suivi. Depuis le 8 octobre, le Hezbollah a voulu exprimer sa solidarité avec le Hamas en soulageant la pression militaire israélienne sur Gaza. Mais les Israéliens ont la hantise d'un 7 Octobre bis dans le Nord, et de leur point

de vue, le maintien du statu quo à la frontière n'est plus tenable.

Quelle était l'option diplomatique?

La stratégie américaine consistait à proposer au parti-milice chiite de se retirer derrière le fleuve Litani, à une trentaine de kilomètres de la Ligne bleue (ligne de démarcation entre Israël et le Liban depuis 2000, ndr), pour respecter la résolution 1701 des Nations unies (qui stipule que seuls l'armée libanaise et les Casques bleus doivent être déployés dans le sud du Liban), faute de quoi une intervention militaire s'imposerait. Même les Français, qui proposaient un plan de paix avec un retrait à 10 km, ont, jusqu'ici, échoué à convaincre le Hezbollah. Mais, depuis

le 7 Octobre, les règles semblent avoir changé. Après que Benjamin Nétanyahou a déclaré, jeudi, que le but de guerre était le retour chez eux des 60 000 à 70 000 déplacés, il est clair que les Israéliens considèrent l'option diplomatique comme caduque et que, l'opération à Gaza étant partiellement achevée, «le centre de gravité se déplace vers le nord», selon les mots du ministre de la Défense, Yoav Gallant. Désormais, pour Israël, le front principal ne serait plus Gaza, mais le Sud-Liban.

Quelle semble être la stratégie militaire d'Israël?

C'est une guerre d'attrition dont l'objectif est d'user l'ennemi et ses stocks de munitions. Des dizaines d'avions F16 et F35 ont bombardé des

centaines de cibles pour empêcher les missiles de précision, transférés par les Iraniens, d'être tirés dans la profondeur du territoire israélien. Pilonner la région pourrait obliger le Hezbollah à répliquer et à se découvrir davantage.

Les Israéliens vont-ils s'en tenir à une campagne aérienne?

On ne gagne pas une guerre avec une campagne aérienne. Il n'y aura pas forcément une invasion, comme en 1982, mais on ne voit pas comment ils pourront éviter des modalités terrestres. Les tunnels sont un élément cen-

tral dans l'organisation du Hezbollah. Les Israéliens ne voudront pas les laisser intacts. C'est très différent de la guerre de 2006 [quand Israël avait mené une offensive terrestre de trente-trois jours]. Là, nous sommes dans un conflit de haute intensité multifronts, que les Israéliens considèrent comme existentiel.

Les stocks du Hezbollah se trouvant en Syrie, les combats vont-ils s'étendre vers l'est?

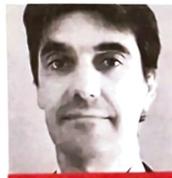
Ce n'est pas exclu. Les Iraniens ont accéléré les livraisons d'armes en Syrie, ce qui a généré une multitude de frappes israéliennes sur les aéroports d'Alep et de Damas et des convois de camions. Le 8 septembre, l'armée de l'air israélienne a fait sauter les infrastructures souterraines du Centre d'études et de recherche du régime syrien, utilisé par les Iraniens pour produire des missiles de précision.

Quels sont les risques d'embrasement régional?

L'Iran ne pourra pas sacrifier le Hezbollah, joyau de la couronne pour Téhéran depuis les années 80. En avril, l'Iran avait démontré sa capacité à envoyer des centaines de drones et de missiles sur Israël. Côté irakien, l'ayatollah Ali Sistani [la plus haute autorité religieuse pour des millions de chiïtes] a appelé à «exercer tous les efforts possibles pour stopper l'agression barbare» au Liban. Or, il y a encore environ 2500 soldats américains basés en Irak. Quant aux Houthis [rebelles yéménites armés par l'Iran dont un missile a atteint le centre d'Israël, dimanche], ils pourraient s'intégrer à un élargissement actif du conflit. Tous les acteurs jouent un jeu très dangereux, dont les paramètres pourraient leur échapper.

A priori, personne n'a intérêt à un embrasement régional, mais de manière systémique, on s'en approche. Les effets pourraient s'en ressentir jusqu'en Europe. Le conflit est articulé avec l'Ukraine, puis-que les Iraniens ont transmis

des drones et des missiles aux Russes, et que ces derniers ont une position ambiguë sur le nucléaire iranien. Et en juin, pour la première fois, [le chef du Hezbollah] Hassan



INTERVIEW

Nasrallah a menacé de s'en prendre à Chypre, un pays membre de l'Union européenne, si l'île servait de plateforme à l'aviation israélienne pour attaquer le Liban.

Recueilli par
LAURENCE DEFRANOUX